

Un vieillard qui sourie après avoir reçu sa dotation monétaire



INTERVENTION PROLONGEE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT 2013 EN MAURITANIE

PRRO 200474

VOLET TRANSFERT MONETAIRES CONDITIONNEL EN MILIEU RURAL

CAPTALISATION – REGION DU BRAKNA

Elaboré par thiam Seyni Coordinateur cash rural ONG AUSECOURS/ Brakna 2013

SOMMAIRE

A- CONTEXE.....

B- Identification des ménages vulnérables.....

1- *Déroulement de l'identification*.....

2- *Les différentes étapes de l'identification*

3- *Election du comité de gestion*.....

4- *Enquête (questionnaire village) et Le choix des ménages vulnérable et établissement des listes*

C- Distribution

a) *Déroulement de la distribution*.....

b) *Formations*.....

c) *Coordination entre les différents acteurs*.....

d) *Observation*.....

D- Conclusion

E- Leçons apprises.....

F- Annexe.....

A- CONTEXTE

Dans le cadre de l'IPSR 2013, **L'ONG AU SECOURS** (Association Humanitaire pour l'environnement) a été retenue comme partenaire de mise en œuvre du volet «Transferts monétaires conditionnel en milieu rural » dans le cadre du projet financé par PAM/ en partenariat avec la Grande Bretagne, le suède et le Danemark, d'appui aux populations vulnérables faible à revenus sous l'incidence de la crise alimentaire de 2012 en vue de renforcer leurs capacités de résilience et de redressement. L'objectif spécifique du projet est de réduire la vulnérabilité alimentaire et économiques des groupes communautaires les plus pauvres des départements et communes respectives.

Ce rapport de capitalisation est une compilation des activités des trois tranche de ce projet spécifiques dans la région du Brakna (Mauritanie) comme l'illustre le tableau ci-dessous : et particulièrement des Moughataas d'Aleg (Communes de Bouhdida, Chegar et Djellewar) ; et Boghé (Communes de Dar El Barka et Ould Birom) et Maghta Lahjar (Communes de Djonaba, Sangrava et Ouad Amour).

MOUGHATAAS CIBLES	COMMUNES BENEFICIAIRES
Aleg	Bouhdida
	Chegar
	Djellewar
Boghe	Dar El Barka
	Ould Birom
Maghta Lahjar	Djonaba
	Sangrava
	Ouad Amour

B- Identification des ménages vulnérable ou opération de ciblage.

La phase d'identification des ménages vulnérables a suivi l'esprit de la méthode HEA (Household Economy Analysis) en s'appuyant sur la classification des localités par degré de vulnérabilité qui a été établie par la CODEP. Le ciblage des ménages vulnérables a débuté le 14/08/2013 par la localité qui représente la première localité sur les 81 classées comme les plus vulnérables par la CODEP(commission départementale) sur un total de **233** localités que comptent les huit Communes cibles des trois départements de la région du Brakna concernées par cette opération.

Cette opération de ciblage s'est ainsi articulée autour d'un ensemble d'étapes bien définies :

1. **L'étape de prise de contact et d'explication de l'opération** : Cette phase concernait deux publics cibles :
 - Les autorités Administratives et municipales : La Direction des Operations de l'ONG Au Secours a inclus systématiquement une visite d'information et d'explication de la nature des opérations, des objectifs et du processus d'identification des ménages. Ces

explications ont été fournies aux Maires, aux préfets et au Gouverneur du Brakna. Cela a permis de mettre à niveau de ces autorités et obtenir leur adhésion aux objectifs de cette opération.

- Les localités ciblées par la COPDEP (commission départementale) : les équipes ont procédé par réunir les habitants de chaque localité dans un lieu neutre (école ou poste santé) pour leur expliquer et transmettre l'objectif de la mission. Il a été question également de leur faire un tableau succinct comme aperçu sur les activités du PAM en général et sur le Cash conditionnel en particulier. Le message délivré est le suivant « Le programme appelé transfert Argent contre formations et réalisations collectives est une initiative du PAM en appui au gouvernement pour faire face aux incidences auxquelles font face des populations touchées par sécheresse de l'année 2012 pour renforcer leur résilience et permettre un redressement progressif de l'économies de ces ménages vulnérables. Cette opération rentre dans le cadre de l'IPSR 2013 du PAM avec le concours financiers de ses partenaires internationaux comme entre autres : la Grande Bretagne - la Suède - le Danemark. L'ONG AU SECOURS est venue dans ce cadre en tant que partenaire de mise en œuvre de cette opération dans la région du Brakna.

2. L'étape de mise en place du groupe ou comité d'information villageois

Dans chaque localité, les équipes de l'ONG Au Secours après avoir partagé les informations sur le Projet et ses objectifs, demandent à la communauté villageoise ainsi présente de désigner un groupe de dix (10) personnes dont 5 femmes qui connaissent le village dans ses conditions de vie et sa diversité pour discuter avec les équipes sur place afin de mieux caractériser la population du village.

3. L'étape d'enquête sur questionnaire village, choix des ménages vulnérables et établissement des listes :

Après que les localités aient désigné « groupe d'information ou le comité villageois » Les équipes de l'ONG Au Secours ont ainsi commencé à expliquer en quoi consistent le travail et le processus qui sera suivi pour arriver à faire un ciblage suivant l'approche communautaire :

- D'abord chaque groupe d'information ou comité villageois a de manière consciencieuse défini dans leurs langues nationales locales le concept de « ménage ».
- Les équipes ont ensuite procédé au niveau de chaque localité avec l'appui du « groupe d'information ou le comité villageois » à l'établissement de la liste de tous les ménages présents dans chaque localité.
- Les équipes ont également après avoir dressé les listes des ménages avec le « groupe d'information ou le comité villageois », à la traduction en langue locale des concepts de : ménage très pauvre – ménage pauvre – ménage moyennement pauvre – ménage nanti.

4. L'étape d'enquête et de classification des ménages :

- Les équipes de ciblage ont, au niveau de chaque localité cible visitée, administré « le questionnaire communautaire d'identification des ménages » avec le « groupe d'information ou le comité villageois ».
- Une fois l'enquête finie, les équipes sont revenues sur les listes des ménages et appliquer avec le « groupe d'information ou le comité villageois » les critères de classification de la pauvreté.
- Pour chaque localité ayant fait l'objet de l'opération de ciblage, les équipes ont considéré les deux catégories de ménages « Très pauvres » et « pauvres ».

D'une manière générale l'opération de ciblage s'est déroulée dans des bonnes conditions. Il faut quand même noter le caractère contraignant induit par la classification de la CODEP (commission départementale) qui occasionne souvent un certain retard.

C- DISTRIBUTION

a. Déroulement de distribution

Les opérations de distribution des trois tranches de l'argent contre formation avaient débuté du 31/08/2013 et ont pris fin le 20/11/2013 dans toutes les communes bénéficiaires.

Il faut noter que cette période a coïncidé avec une recrudescence des fortes pluies qui ont rendu le terrain impraticable à plusieurs reprises pour 3 à 4 jours. Ainsi **209160 000MRO** ont été distribués au profit de 3684 Ménages bénéficiaires à raison de **20000MRO** par ménage bénéficiaire dans les communes bénéficiaires suivantes :

MOUGHATAAS CIBLES	COMMUNES	Bénéficiaires	Montant distribué
Aleg	Bouhdida	500	30000000
	Chegar	300	18000000
	Djellewar	200	12000000
Boghe	Dar El Barka	500	30000000
	Ould Birom	500	30000000
Maghta Lahjar	Djonaba	500	30000000
	Sangrava	486	29160000
	Quad Amour	500	30000000
TOTAL GENERAL		3486	209160000

b. Formations

Le transfert d'argent donne le choix aux bénéficiaires d'identifier et d'assurer leurs besoins tout en préservant leur dignité. La formation/sensibilisation en milieu rural étant une problématique majeure de ces populations, les activités de cash-for-work se sont orientées **vers l'hygiène corporelle, allaitement maternel exclusif et l'alimentation de complément de l'enfant à partir de 6 mois.**

Ces sensibilisations et formations ont profité **3486** bénéficiaires sur un effectif de **3486** ménages bénéficiaires dont **2541** femmes et **945** hommes remplacés par leur femmes dans les 81 localités des communes de Bouhdida, Chégar, Djeleware, Dar el Barka, Djonaba, Sangrava Ouad Amour et Ould Birom pour les trois tranches de l'argent contre formation ; ces sensibilisations et formations les ont permis d'obtenir les informations de base utiles pour réduire les risques de maladies principalement liées à l' **hygiène corporelle**, maladies liée à l'**allaitement maternel** tel que les diarrhées et la mal nutrition lié à l'**alimentation complément de l'enfant à partir de 6 mois** . Ces sensibilisations et formations ont été réalisées par des personnes ressources aux expertises et compétences avérées dans le domaine.

c. La coordination entre les différents acteurs (CSA, PAM, AS et Vision du Sud)

Il y a une parfaite concertation et coordination entre tous les acteurs à savoir l'administration, le CSA, le Sous Bureau du PAM, Vision du Sud et Au Secours.

d. Observations

Selon les bénéficiaires de ces localités visitées, une fois l'équipe de distribution arrive ; leur premier contact c'est le comité villageois ; ce dernier aura une tache de sensibilisation aux bénéficiaires de venir au niveau d'un poste de santé ou école mini de leur pièce d'identité pour subir des formations en (hygiène corporel pour la première tranche, l'allaitement maternel exclusif pour la deuxième tranche et l'alimentation complément de l'enfant à partir de 6mois)par les animatrices des équipes de distribution.

Une fois les formations sont terminées, les équipes de distribution en collaboration avec les comités villageois assistent à l'appel, au contrôle, à l'identification et l'émargement des récipients sur la liste pour obtenir la première dotation argent contre formation équivalent à (20 000Ouguiyas).

Si une personne est absente, le comité villageois qui est en place demande à l'équipe de distribution de remplacer l'absent(e) par un des membres des sa famille (**suppléant**) le ou la récupère la dotation sur la base d'un PV qu'il ou elle doit signer et contre signer par le comité villageois, le superviseur et le distributeur.

D'après ces bénéficiaires ; l'argent une fois reçu ne tarde pas à être utiliser c'est-à-dire acheter les denrées de la première nécessités tel :

- ✓ Le blé,
- ✓ riz,
- ✓ le sucre
- ✓ huile,
- ✓ le haricot
- ✓ Macaroni
- ✓ farine
- ✓ Le lait
- ✓ Et sorgho (céréale locales)
- ✓ Et Blé moulu.

D- Conclusion

Au terme de la fin de mise en œuvre du Cash transfert conditionnel se sont déroulées dans de bonnes conditions exception faite des perturbations induites par les fortes pluies survenues dans la région du Brakna rendant la mobilité comme l'accessibilité extrêmement difficiles. La qualité de la collaboration entre les différents acteurs est à saluer et a permis la fin de la mise en œuvre conformément aux objectifs assignés au volet cash transfert conditionnel (argent contre formation) dans le cadre de l'IPSR 2013.

Le processus de ciblage a suivi et respecté l'approche communautaire d'identification des ménages promue par le PAM dans le cadre de cette opération de cash transfert conditionnel.

Les opérations de distributions des dotations aux bénéficiaires ont pris fin et suivant les procédures définies dans le cadre de cette opération.

Les formations ont été bien accomplies suivant les normes et standards de qualité en la matière.

D'une manière générale les bénéficiaires ont tous subi des formations suivant ces tranches et ont reçu leurs dotations sans problème.

Et en fin Les bénéficiaires approuvent que le transfert monétaire conditionnel introduise dans les programmes de développement que le PAM fait dans le monde en général et la Mauritanie en particulier a eu un impact positif surtout :

- La cohésion sociale
- La solidarité et entraide
- Des initiatives dans le cadre de la lutte contre la vulnérabilité.

E- Leçons apprises

Afin de capitaliser les informations sur son expérience dans les départements Aleg, Boghé et Maghta lahjar, AUSECOURS a rassemblé ses recommandations ainsi que quelques réflexions sur les leçons apprises lors de la mise en œuvre de ce programme. Outre les impacts positifs de l'action, les focus groups réalisés dans les différents zones d'intervention ont également permis de dégager quelques remarques sur le programme afin d'approfondir les effets de l'intervention. Ainsi, une meilleure collaboration avec les comités villageois des différentes zones d'interventions en amont, notamment dans le cadre distributions de l'argent contre formations aux profits des ménages bénéficiaires.

- Améliorer la sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance du transfert monétaire conditionnel

Les séances de sensibilisations/formations sur l'importance du programme transfert monétaire conditionnel au sein de la communauté tout entière et en particulier chez les ménages vulnérables sont à renforcer, ainsi que les enquêtes PDM au sein de ces ménages, la présentation du programme et le recours aux comités villageois des zones. Un accent particulier doit être porté

sur la sensibilisation/formation des ménages au rôle que joue ce programme transfert monétaire conditionnel. Une meilleure collaboration avec les leaders communautaires et les autorités locales serait également bénéfique afin d'assurer une appropriation optimale du programme. Comme le montrent les résultats de l'enquête **PDM**, la mise en avant de ces sensibilisations/formations doit également être approfondie afin de vulgariser et de diffuser au maximum l'importance du programme transfert monétaire conditionnel dans son ensemble.

- Améliorer la qualité du suivi

Les comités villageois représentent les interfaces essentielles au programme entre bénéficiaires et équipes **AU SECOURS. AU SECOURS** ; a réalisé un suivi de l'utilisation des liquidités grâce aux différentes enquêtes de terrain (PDM). Toutefois, ces suivis permettent aux équipes AU SECOURS d'accompagner les bénéficiaires et de les conseiller de manière générale et à noter aussi le travail de proximité des comités villageois est alors un atout indéniable qu'il s'agit d'exploiter et de renforcer au maximum. Néanmoins, les expériences d'AU SECOURS montrent que la phase de suivi/conseil est essentielle au programme de transfert Monétaire conditionnel. Les sessions /formations ont constitué des temps de partage et de discussion. Ainsi, le renforcement des capacités des comités villageois permettrait d'améliorer les possibilités de réaliser ces phases de suivi